

26 Avril 2012

### « Haïti n'est pas un cas perdu », selon des prestigieux académiciens

*« Haïti n'est pas un cas perdu », malgré les faiblesses de son enseignement supérieur, selon Michel Laurent, Jacky Lumarque et Paul Martel Roy. Loin de se gaver de bonbons en regardant dans un miroir déformant, ces prestigieux académiciens critiquent les erreurs d'approche de la communauté internationale dans le domaine du développement, les milliards dépensés non pas pour Haïti mais au sujet d'Haïti et l'absence de courage des politiques haïtiens, peu enclins à se servir des productions intellectuelles pour alimenter les politiques publiques.*

Haïti : Le tableau sombre de l'enseignement supérieur en Haïti avec des soutenances doctorales proches de zéro, 0,54 % du budget national alloué à l'UEH... ne décourage pas Michel Laurent, président de l'Institut de recherche et de développement (IRD). « Haïti, aujourd'hui à la croisée des chemins, n'est certainement pas un cas perdu », gage le responsable de ce prestigieux institut français, présent dans 27 pays et connecté à des organismes de notoriété internationale, dont l'Institut Pasteur, le CNRS, CPU, INCEM.



Persuasif dans son argumentaire pour casser les clichés sur une prétendue « fatalité haïtienne », Michel Laurent ne fait pas pour autant l'économie d'une interrogation cruciale : quelle place le pays est prêt à donner à la société des connaissances, à la formation, à la recherche, à l'innovation dans son effort de développement ?

Selon le patron de l'IRD, tous et chacun doivent savoir « que la production intellectuelle doit alimenter les politiques publiques ». « Il n'y a pas d'issue possible si Haïti n'investit pas dans la science et dans la recherche », renchérit Michel Laurent, indisposé d'apprendre que le nombre de soutenances doctorales pour une population de 10 millions d'habitants est voisin de zéro. Michel Laurent soutient tout de go que pour briser ce statu quo, il est urgent de « fédérer » les efforts, de « converger les objectifs tant au niveau national qu'au niveau international ». Il est primordial qu'Haïti développe sa stratégie avec une appropriation, une co-construction, un cofinancement des objectifs à partager à moyen terme, souligne le numéro un de l'IRD.

« Nous discutons avec nos partenaires haïtiens pour voir si les conditions sont réunies pour que des chercheurs permanents viennent dès septembre à l'Université d'État d'Haïti, à l'Université Quisqueya dans le cadre d'un projet de recherche sur 5 ans et plus dans le domaine du développement urbain, de la politique de la ville », révèle Michel Laurent. « L'idée, confie-t-il, est de faire émerger dans le pays une dizaine de laboratoires d'excellence pour que des jeunes Haïtiens puissent être accompagnés sur 5 ans, et que la recherche haïtienne puisse prendre toute sa place dans la recherche internationale ».

#### L'erreur d'approche

Michel Laurent, sur l'aide au développement, est cinglant face à l'échec de la communauté internationale. « On a aujourd'hui des chiffres qui montrent que la communauté internationale n'investit pas assez sur la connaissance lorsqu'il s'agit de développement. Et ça, c'est une erreur », indique-t-il, sans langue de bois. « Si on augmentait de 1 % les investissements de la communauté internationale dans le domaine de l'intelligence, ce qui représenterait un investissement pour l'avenir, vous franchiriez de nombreux obstacles », souligne Michel Laurent, indiquant qu'Haïti, comme tous les pays du Sud, souffre de cette mauvaise approche du développement de la communauté internationale

Sur le plan local, Michel Laurent explique le dilemme des politiques. Les crises et urgences empêchent souvent les politiques de prendre des décisions dont les effets seront profitables à long terme comme investir dans l'enseignement supérieur. « Cela, c'est du courage politique, de la prospective et de la vision politique », soutient Michel Laurent, qui lance un appel pressant : « ...les universitaires, les académiciens ont la responsabilité collective de dire aux politiques : Attention, vous êtes dans un environnement de court terme avec la mission de veiller aussi au bien-être des générations futures. »

#### À la loupe de Jacky Lumarque

Michel Laurent et Jacky Lumarque partagent, sur le fond, les mêmes points de vue sur le rôle des politiques et sur l'erreur d'approche de la communauté internationale. « C'est vrai qu'il y a effectivement un décalage entre la proposition scientifique et la décision politique », indique Jacky Lumarque, recteur de l'Université Quisqueya, cinglant lui aussi dans ses critiques de l'approche du développement de la communauté internationale dans les pays du Sud, Haïti en particulier. Une communauté internationale n'ayant toujours pas compris que « l'investissement dans l'enseignement supérieur est plus rentable que la construction d'un pont, d'une usine, parce que le taux de rendement peut être plus rentable à long terme ». « Concernant les milliards qui sont dans la stratosphère d'Haïti, je crois qu'il y a des agissements fallacieux. Ce sont des milliards conçus pour surfer sur Haïti parce qu'ils sont déjà captés en amont par un ensemble d'organisations spécialisées au Nord, proches du Nord, ayant développé un savoir-faire prodigieux de captation de ressources pour les utiliser non pas pour Haïti, mais à propos d'Haïti », dénonce Jacky Lumarque, ferme en appelant « à démonter cette machine ». Cette démarche exige une

prise de conscience des enjeux par nos politiques et une politique de valorisation de la compétence locale.

S'agissant de la compétence locale, Jacky Lumarque, mathématicien, académicien très respecté en Haïti, ne se leurre pas sur l'immensité des défis face à la fuite de nos cerveaux ou l'incapacité de les fixer. « Chaque jour, le pays compte 800 nouveaux-nés, et si rien n'est fait, seulement 7 d'entre eux obtiendront la licence, le premier cycle. Et sur ces 7 diplômés, entre 5 et 6 vont quitter le pays pour aller s'installer aux États-Unis ou au Canada notamment. Il va rester entre 1 et 1 /1/2 d'Haïtien formé qui accepte de se consacrer à la tâche du développement de ce pays. Cela, c'est un enjeu fondamental », explique Jacky Lumarque, qui milite ardemment pour la « création d'une masse critique de gens formés » qui puissent s'attaquer aux défis du développement d'Haïti.

Ouvert et fier de l'existence d'un collège doctoral en partenariat avec l'UEH, Jacky Lumarque prend position sur un sujet polémique. L'université, ce n'est pas d'abord une affaire d'argent. « Même si on multipliait par 100 le maigre 1 % du budget national alloué à l'UEH, je suis certain qu'on n'aurait pas la capacité de l'utiliser de manière optimale parce qu'on n'a pas le bassin de ressources humaines pour opérer un vrai changement », avance le recteur de l'Université Quisqueya.

Comme ses pairs, l'économiste Paul Martel Roy soutient que « le capital humain » est le facteur le plus important dans le développement. « Nous pouvons aider, la France, le Canada peuvent aider, mais il revient aux Haïtiens la responsabilité de développer un projet, une vision. Il revient aux universitaires de créer l'enthousiasme », indique le représentant du recteur de l'UQUAM, qui s'est confié comme Michel Laurent et Jacky Lumarque, en marge d'un colloque international sur la recherche, dimension naturelle de la mission universitaire il y a quelques jours. Tout cela, au service du développement...

Roberson Alphonse

[ralphonse@lenouvelliste.com](mailto:ralphonse@lenouvelliste.com)

SOURCE

<http://www.lenouvelliste.com/article4.php?newsid=104598>